

# Préface

*René RÉMOND*

---

S'il est un sujet que tous aujourd'hui s'accordent à tenir comme essentiel pour l'avenir de notre pays, c'est bien celui de l'éducation et singulièrement de l'enseignement supérieur : notre place dans la compétition mondiale en dépend. C'est aussi l'un de ceux qui suscitent les controverses les plus passionnées et où toute tentative d'innovation rencontre les plus vives résistances. Sciences Po en a fait la double expérience. En particulier, la réforme des conditions d'admission qui visait à permettre aux élèves de lycées situés dans des zones d'éducation prioritaire d'entrer à l'Institut d'études politiques, selon des critères qui n'impliquaient aucun abaissement des exigences proprement intellectuelles mais portaient du postulat qu'il peut y avoir d'autres moyens que les plus traditionnels pour discerner les aptitudes d'un adolescent à poursuivre des études supérieures, a projeté pendant des années l'établissement de la rue Saint-Guillaume au cœur des débats d'idées et des batailles politiques. Cette agitation a fait de Richard Descoings, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris et administrateur de la Fondation nationale des sciences politiques, probablement le chef d'établissement universitaire le plus médiatisé et le plus médiatique. Certains se sont même imaginé que nous n'avions entrepris cette réforme que pour faire parler de Sciences Po en nous prêtant une intention exclusivement publicitaire. Ne lisais-je pas, ces jours-ci, dans un petit livre par ailleurs plein de qualités, *L'École en France du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*<sup>1</sup>, une référence à nos conventions « Éducation prioritaire » assortie du commentaire suivant : « on peut se demander si l'École n'a pas ainsi trouvé le moyen de se faire de la publicité à peu de frais et de faire oublier, par ce subit affichage d'une conscience sociale, que

1. De Pierre Albertini, Paris, Hachette, coll. « Carré histoire », 2006 [3<sup>e</sup> édition revue et augmentée].

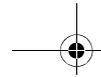
ses autres recrutements restent très classiquement bourgeois ». Et l'auteur d'ajouter une insinuation qui n'a plus rien à voir avec l'objectivité de l'historien : « d'une façon générale, l'attention accordée par les médias aux réformes de Sciences Po masque trop souvent les responsabilités de cette école dans le mal français ». Quand se décidera-t-on à fonder l'appréciation d'une réforme sur le fond et non sur des procès d'intention ? Il est temps de récuser catégoriquement cette fable, comme si nous n'avions eu en concevant et en mettant en œuvre cette réforme d'autres motifs que d'occulter je ne sais quelles lourdes responsabilités que Sciences Po aurait dans le mal français. Confessons-le : nous n'avions pas prévu l'ampleur des réactions de toutes parts. Si nous l'avions pressentie, nous serions-nous engagés dans une telle aventure ? Je veux croire que oui.

Toujours est-il que Sciences Po a entrepris ces dernières années toutes sortes de réformes qui ont profondément remanié le cursus des études, agrandi l'ouverture sur l'Europe et le monde qui avait toujours été une caractéristique de Sciences Po, tissé un réseau de relations universitaires à l'échelle de la planète, stimulé la recherche et resserré les relations entre elle et l'enseignement supérieur. Reste aussi l'apparent paradoxe du contraste entre une réputation bien établie d'élitisme social et une politique qui a plus qu'ailleurs visé à réduire les écarts et à corriger les inégalités sociales. Dans ce livre très personnel, Richard Descoings démontre que la contradiction est moindre qu'on le croit et rend le paradoxe intelligible en interrogeant l'histoire. Son livre est une grande leçon d'histoire. En effet, l'engagement dans la voie des réformes n'est pas insolite : si certaines de leurs modalités sont effectivement d'une grande nouveauté, l'engagement n'est pas en rupture avec la tradition de la Rue Saint-Guillaume et s'enracine dans le passé. Richard Descoings s'est reporté aux textes fondateurs. Il a retrouvé les intentions initiales et découvert que les initiatives les plus récentes s'inscrivaient dans la continuité : la plupart de ces innovations étaient en somme dans les gènes de Sciences Po. En la circonstance, le passage des intentions à l'acte a été facilité par les personnalités qui se sont succédé à la direction de l'ensemble et aussi par le caractère original de ses institutions. Ainsi découvre-t-on sur ce cas particulier et le poids du passé et la force des dispositions juridiques.

Le rôle des personnalités ? Pour avoir travaillé étroitement avec les trois derniers administrateurs, Michel Gentot, Alain Lancelot et Richard Descoings, je puis porter témoignage de leurs préoccupations communes et

permanentes de conduire l'évolution de l'institution pour relever les défis du changement et apporter à de nouvelles questions une réponse appropriée. Directeur et administrateur en exercice, auteur de ce livre qui porte la marque de sa personnalité, Richard Descoings n'a pas besoin qu'on le présente. Les passions soulevées par ses initiatives l'ont largement médiatisé. Lui-même sait qu'il est désormais indispensable pour mener à bien la réalisation d'un projet, garantir le succès d'une réforme, de s'assurer la compréhension de l'opinion. Au reste, l'information, la consultation, l'explication ne sont-elles pas des conditions et des attributs d'une vraie démocratie ? Mais cette médiatisation, inévitablement tributaire d'une actualité immédiate, ne rend pas nécessairement justice aux intentions authentiques. C'est sans doute pourquoi Richard Descoings a estimé utile d'écrire ce livre où il s'exprime librement et sans précaution de prudence. On lui sera reconnaissant de ne pas pratiquer la langue de bois. Pour avoir depuis plus de dix ans été associé à son action et partagé ses préoccupations et ses aspirations, je ne pense pas être le plus mal placé pour témoigner de la sincérité de ses convictions. Il a la passion de l'éducation. Il est convaincu qu'elle est chose essentielle. Certes, cet intérêt n'est pas absolument original : tous les responsables le disent, certains le pensent. Richard Descoings en tire les conséquences. Cette conviction éclaire sa réflexion et oriente son action. Il est imaginatif. Il discerne les mutations à venir. Sa réflexion va bien au-delà de l'institution dont il a la responsabilité. Ou pour dire plus exactement les choses, à partir du cas qu'il connaît bien de Sciences Po et dont il a la responsabilité directe, il raisonne pour l'ensemble de notre enseignement supérieur, articulant l'observation concrète et les considérations générales. À partir d'une expérience limitée, il aborde les problèmes globaux.

Son expérience lui a fait entrevoir qu'une des clefs de la réussite de Sciences Po était son statut. L'existence de la Fondation conférait à l'établissement une responsabilité nettement plus étendue que dans le droit commun de notre enseignement supérieur qui reste aujourd'hui encore, en dépit de la reconstitution des universités après deux siècles d'effacement et un début d'autonomie, dominé par la tradition de centralisation administrative et de défiance de l'État à l'égard de l'initiative. Le statut de Sciences Po est un cas de figure original qui associe les vertus d'initiatives privées et la rigueur de la puissance publique. Créée en 1945 par une ordonnance du gouvernement provisoire de la République sous la signature du général de Gaulle, la Fondation s'est vu confier par l'État des



responsabilités de service public. L'expérience a démontré les avantages de l'autonomie qui éveille le désir d'innover, suscite l'imagination, stimule l'exercice de la responsabilité. Mon expérience personnelle à la tête d'une université à reconstruire, ma participation aux travaux de la Conférence des présidents d'université ont fait que je partage sans réserve le combat mené par Richard Descoings pour l'autonomie de nos universités. Si j'ai accepté de succéder à François Goguel à la présidence de la Fondation nationale des sciences politiques, c'est en partie parce que je savais trouver dans cette institution les conditions dont j'avais si souvent déploré dans mes fonctions antérieures qu'elles ne soient pas accordées aux universités. Aussi me suis-je trouvé en harmonie avec les vues de Richard Descoings et ne lui ai-je pas marchandé mon soutien dans les batailles que nous avons dû livrer contre les préjugés et les intérêts particuliers.

Rien n'est plus nécessaire qu'une large autonomie. Cette nécessité est plus pressante que jamais depuis l'harmonisation des diplômes européens et la constitution d'un espace universitaire où la compétition s'exerce désormais sans entraves. En situation de concurrence avec les universités des autres pays européens, les nôtres sont désavantagées par leur dépendance et chaque année qui passe aggrave notre retard. Il est temps que les enseignants, les politiques, l'opinion même prennent conscience que nos universités sont désormais engagées dans un réseau qui ouvre assurément de grandes possibilités mais crée aussi des obligations. Par exemple, les grèves universitaires, prolongées au printemps dernier au-delà du raisonnable pour s'opposer au contrat nouvelle embauche, ont eu des effets désastreux sur les relations avec les universités étrangères qui ont perdu confiance dans leur partenariat avec la France.

Le livre de Richard Descoings est une invitation à une réflexion globale sur la reconstitution de notre enseignement supérieur. Pas question d'ériger Sciences Po en modèle, avec ce que le mot comporte de connotation satisfaite et positive, mais pourquoi pas comme référence ? Ce ne serait pas la première fois que l'institution fondée en 1871 aurait pris des initiatives, expérimenté des méthodes, exploré des voies nouvelles dans lesquelles s'engagerait par la suite notre enseignement supérieur. La chose se faisait déjà au temps où Sciences Po était tout à fait à l'écart de l'université publique. Pourquoi ne se reproduirait-elle pas aujourd'hui où Sciences Po est à la fois une grande université et un pôle majeur des enseignements en sciences sociales ?

